

CIBLE

Calvet

Qu'ils soient de la vieille école ou de la nouvelle, les capitaines d'industrie n'ont d'autre religion que celle des chiffres. Et comme ils se sentent à l'aise depuis que le profit a été « restauré »...

Certains patrons se trompent cependant lorsqu'ils estiment que cette restauration se suffit à elle-même, et que les valeurs de l'entreprise ne sauraient être discutées. Ainsi Jacques Calvet s'est étonné que la révolte puisse naître d'une comparaison entre la masse croissante des bénéfices (8,8 milliards en 1988) et le maigre montant de certaines feuilles de paie (parfois à peine plus de 4 000 F. par mois). C'est faire semblant d'oublier que, hors les discours sur la culture d'entreprise, le capitalisme n'a rien d'autre à offrir qu'un salaire en contrepartie du travail effectué. Telle est la théorie, et la pratique.

A exiger que les ouvriers respectent l'entreprise sans qu'ils se sentent respectés, Calvet et ses émules épuiseront vite le crédit dont ils bénéficient depuis quelques années.

REAGIR

Face à l'antisémitisme



Est

**L'avenir de la
perestroïka**

(p. 5-6-7)

Portugal

**Les royalistes
arbitrent**

(page 4)

M 2242 - 521 - 13,00 F



3792242013005 05210

Hercule

Un plan pour rien ?

Et l'ancien ministre des Affaires sociales et de l'emploi du gouvernement Chirac sait de quoi il parle, car sa propre politique fut un échec. Il y aurait d'autant plus matière à comparaison que le second plan emploi de M. Rocard n'est en fait que le dernier avatar d'une politique de traitement social du chômage qui a depuis longtemps montré ses limites.

Or, après les déclarations fracassantes sur les «travaux d'Hercule», on pouvait croire que le Premier ministre avait en tête un projet économique et social à long terme qui aurait coupé avec une pratique inefficace. Mais, en dévoilant son plan emploi, avant même d'avoir entamé les négociations sur le pacte de croissance, il accredit, malgré lui (?), l'idée selon laquelle ce pacte n'est que poudre aux yeux, destinée à calmer les tensions sociales.

Ce second plan pour l'emploi consiste essentiellement selon les propos de M. Rocard à «encourager l'embauche en poursuivant l'allègement des charges sociales (...), inciter à la réduction du temps de travail et à l'amélioration de la durée d'utilisation des équipements (...), créer un environnement favorable au dynamisme des

En paraphrasant Philippe Seguin, on peut dire que le second plan Rocard aura sur l'emploi les effets que la bague de Danièle Gilbert aurait pu avoir sur le chômeur qui en aurait fait l'acquisition.

entreprises, en particulier à leur effort de recherche (...) et améliorer le service public de l'emploi».

Concrètement, cela se traduira par des dépenses de l'Etat, sans commune mesure avec le nombre de créations d'emplois que l'on peut raisonnablement en attendre. A titre indicatif, de récentes études économétriques effectuées par l'Observatoire Français des Conjonctures Economiques montrent qu'un abaissement des charges sociales des entreprises correspondant à une dépense de l'Etat de 3,7 milliards de Francs, comme cela est prévu, ne créerait que 15.000 emplois.

La seule mesure inattendue de ce plan réside dans le remplacement des Travaux d'Utilité Collective et des Programmes d'Insertion Locale, rarement créateurs d'emplois fixes, par des Contrats Locaux Emploi-Solidarité qui comme leur nom l'indique déboucheront sur de véritables contrats d'embauche et seront rémunérés sur la base du S.M.I.C. à mi-temps.

Pour le reste, ce nouveau plan pêche par son manque d'audace. Certes, il ne faut pas brusquer les choses, sous peine d'échouer comme en 1981, mais encore faut-il réfléchir sur les raisons de l'échec de la politique de relance menée en 81-82. Or, le spectre de 1981 hante nos gouvernements et les paralyse.

Ceux-ci ne semblent pas voir que l'échec était dû à trop de précipitation, à un environnement international peu propice et à une sous-estimation de la contrainte extérieure.

Aujourd'hui, la croissance ayant repris un peu partout, le contexte est plus favorable. Par ailleurs, presque six années d'austérité ont permis à notre économie de se refaire une santé, certes encore fragile, mais néanmoins réelle. Quant à

la contrainte extérieure, le gouvernement semble s'en servir comme prétexte pour ne plus rien tenter. Mais cela ne pourra pas tenir longtemps lieu de politique économique et sociale.

Car le fait de déclarer que l'emploi est la préoccupation première du gouvernement, tout en faisant l'économie d'une politique globale, relève de l'hypocrisie. Cela est d'autant plus grave que les entreprises, depuis environ un an, créent des emplois auxquels le manque de qualification des 2,5 millions de chômeurs ne peut répondre. Entreprises et chômeurs payent là, l'incurie des gouvernements depuis 1983 et leur incapacité à concevoir une politique pour l'emploi qui s'inscrive dans le long-terme, qui prenne en compte l'éducation et la formation et qui connaisse les besoins du marché. Souhaitons que le pacte de croissance que proposera M. Rocard évolue dans ces deux directions. On peut rêver.

Patrice LE ROUE

Une manière de nous aider :

**Achetez tous vos livres
à notre service librairie !**

royaliste ♦

SOMMAIRE: p. 2: Un Plan pour rien ? - p.3 : Les menus désordres - Valmy: symbole - Constitution: dérive ? - p.4 : Les monarchistes arbitres à Lisbonne - p.5 : Drame en Livonie - p. 6-7 : L'avenir de la perestroïka - p.8 : Occultisme et nazisme - Le divan des politiques - p.9 : Tadeusz Mazowiecki - p.10 : Retour aux sources - Mouron rouge - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Editorial : Face à l'antisémitisme.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Constitution

Dérive ?

Faut-il, à l'heure du Bicentenaire, réconcilier « parlementarisme » et « régime plébiscitaire » ? Que serait une éventuelle révision de la Constitution ? Ces questions posées par l'excellente revue *Le Débat* (N°55 - mai-août 1989) sont a priori irritantes; elles n'ont pas cessé d'être posées depuis trente ans, réveillant périodiquement les vieux démons d'une histoire encore récente, que l'on croyait écartés définitivement depuis le succès de l'alternance de 81.

Les auteurs interrogés, y répondent cependant avec un recul qui témoigne que la « synthèse entre la tradition républicaine qui s'est monarchisée et une tradition monarchique démocratisée » (B. Renouvin) est passée des faits aux esprits.

Ils constatent souvent que le fait majoritaire, d'où l'exécutif sort renforcé, dépasse le cadre français: c'est un phénomène européen qui pose en termes nouveaux les problèmes juridiques de la Liberté et, partant, les conditions d'exercice de la Démocratie. La séparation des pouvoirs ne serait plus la garantie essentielle d'un Etat de Droit. Celui-ci passerait désormais par l'émergence nouvelle de contre-pouvoirs.

La prééminence de l'exécutif laisse cependant entière la question de la « dérive régaliennne ». Pourquoi « dérive » ? Tout Etat n'est-il pas régalien ? On ne s'étonnera pas ici que Bertrand Renouvin puisse poser le vrai problème et ose proposer les seules réponses. Notre Démocratie, légitime par « référence à l'histoire », au « service rendu » et au « consentement populaire », est capétienne « parce qu'elle a rétabli l'unité de décision ». Mais le mouvement est inachevé. Nous ne retrouverons notre mémoire royale qu'ensemble, avec les « républicains authentiques ».

Alain FLAMAND

Ministres

Les menus désordres

Sans être gravissimes, les contradictions et les loupés du gouvernement sont tout de même fâcheux.



Toutes les conditions sont aujourd'hui réunies pour que le gouvernement agisse efficacement: une légitimité démocratique incontestée, un pays paisible, une conjoncture économique favorable, des échéances électorales lointaines et une opposition tellement épuisée par ses divisions qu'elle n'a plus le temps d'émettre, à défaut de projets, quelques critiques décapantes.

Ces heureuses circonstances donnent du temps pour réfléchir, pour se concerter, pour agir en connaissance de cause, pour procéder aussi aux saines autocritiques qui permettent de désamorcer les crises. Or trop de ministres laissent passer la chance qui leur est offerte, tant ils sont aveuglés par leurs rivalités, tant ils restent prisonniers d'analyses caduques, tant ils se perdent dans leurs manœuvres minuscules. Quelques exemples:

- Nous avons vu Lionel Jospin, ministre de l'Education nationale, se mêler publiquement des affaires de son collègue des Postes et Télécommunications, et déclarer que le rapport sur une éventuelle réforme du sec-

teur devait être déclaré nul et non avenu.

- Nous avons vu Jean-Pierre Chevènement se laisser surprendre par le mécontentement des gendarmes et tenter de sortir de la crise qu'il ne parvenait pas à résoudre en dénonçant, comme autrefois les ministres de droite, un « complot » évidemment introuvable. Procédé grossier, ridicule, et surtout insultant pour les gendarmes qui n'ont évidemment pas besoin du RPR pour savoir ce qu'ils ont à dire.

- Nous avons vu Jack Lang et Catherine Tasca s'emberlificoter dans la réforme de la télévision publique et subir un échec quant à la présidence des deux chaînes, sans qu'aucun problème réel ne soit effectivement résolu.

On comprend le mécontentement du président de la République, qui sait que le temps est compté, même dans les périodes paisibles. Malgré une année d'expérience, Michel Rocard a encore fort à faire pour donner à son gouvernement toute sa cohérence et son efficacité.

Sylvie FERNOY

Valmy

Symboles

Dernière grande manifestation du bicentenaire, la commémoration de Valmy a eu lieu dans le même esprit que celui qui a marqué les autres cérémonies: pas d'excès mythologiques, pas de réglemens de comptes historiques, quelques affirmations paradoxales, une évocation douce de l'événement.

Sans doute était-il ambigu d'affirmer, comme l'a fait le ministre de la Défense que Valmy est le moment de la « naissance d'une nation »: s'il est vrai que la Révolution inaugure une conception nouvelle de la nation, nul ne saurait sérieusement affirmer que la nation française naît en 1792.

Sans doute était-il paradoxal d'affirmer, comme l'a fait le président de la République, que le service national devait à la fois devenir plus égalitaire et plus diversifié, afin que soit démontrée « l'utilité » - douteuse à nos yeux - de la conscription.

Quant au spectacle inauguré par François Mitterrand le 16 septembre, il laisse dubitatif. Les évocations symboliques sont sans doute préférables aux reconstitutions historiques, mais le risque est grand de tomber dans la naïveté. N'est pas Jean-Paul Goude qui veut...

Il reste que la bataille de Valmy devait être célébrée, qu'elle l'a été dignement, dans l'esprit d'unité qui prévaut aujourd'hui. A cet égard, la présence du comte de Paris, invitée par le président de la République, était effectivement symbolique. Loin d'être une rupture définitive, Valmy s'inscrit bien dans la continuité d'une histoire millénaire.

Y.L.

Amanha !

Les monarchistes arbitres à Lisbonne

A la une de l'hebdomadaire satirique « O Diabo » daté du 29 août dernier, un dessin attire l'œil. On y voit le candidat monarchiste aux élections municipales, l'architecte Gonçalo Ribeiro Telles, déguisé en roi et assis sur un trône. En habit de mousquetaire, le Premier ministre portugais, Cavaco Silva, vient lui offrir en cadeaux deux ministres et cinq députés. Près de lui, le secrétaire du Parti communiste, Alvaro Cunhal, en corsaire, apporte en présent trois conseillers municipaux et quatre députés. Le « roi Telles » leur dit dans un portugais moyennâgeux : « laissez tout cela ici et retirez-vous pendant que je prends une décision... ». Ce dessin illustre bien la revanche que semble pouvoir prendre le PPM après sa défaite aux élections européennes de juin dernier (avec plus de 2% des suffrages).

Il faut remarquer que le PPM a toujours été bien implanté dans les villes et à Lisbonne en particulier. Certains sondages de l'été créditaient le PPM de 12% des intentions de vote dans la capitale. De quoi inquiéter le social-démocrate Marcelo Rebelo de Sousa et sa liste de coalition PSD/CDS « Mieux vivre à Lisbonne » ainsi que son challenger socialiste Jorge Sampaio, allié des communistes sur sa liste « Pour Lisbonne ».

L'annonce de la candidature de Ribeiro Telles à la tête d'une liste « alfacinha » (du surnom « feuille de salade » donné aux habitants de Lisbonne) n'a pas laissé les autres listes indifférentes.

Pour le PPM qui a fait du combat écologiste son cheval de bataille, la conquête de Lisbonne passe par une dénonciation de la gestion du maire sortant, Nino Abecassis, et par des propositions concrètes pour notamment revaloriser le pa-

Après de longues tractations, les monarchistes portugais ont signé un accord électoral avec le parti au pouvoir - le PSD - pour les Municipales de décembre prochain. Le PPM sera présent dans la prochaine équipe municipale de Lisbonne, ce qui est de bon augure pour les législatives de 1991...



■ Les monarchistes partent à l'assaut de la mairie de Lisbonne.

trimoine architectural de la capitale lusitanienne et multiplier les espaces verts.

Ribeiro Telles, architecte de renom, ancien ministre de la Qualité de la vie, permet au PPM de marquer des points dans la « bataille du Chiado », le quartier historique de la capitale ravagé par le feu voici un an. Au sein du Conseil exécutif de la Camara Municipal de Lisboa où il siège, Telles a appuyé les projets de l'architecte Siza pour redonner vie au quartier sinistré : respect des façades et des volumes, implantation d'un hôtel, d'un centre culturel, de logements... Le programme monarchiste « Sauver Lisbonne » prévoit le retour de la vie vers le Tage. Celui-ci sera nettoyé et ses quais, aujourd'hui la proie d'entrepôts inesthétiques, seront aménagés. Le PPM n'oublie pas dans son programme tout ce qui fait la vie

quotidienne : interdiction des camions, réforme des parkings, des transports en commun...

C'est ce programme qui, point par point, a été accepté par Marcelo Rebelo de Sousa, quand il a signé le 31 août dernier un accord avec le président du PPM, Ferreira do Amaral. L'accord prévoit en substance, le soutien du PPM à la candidature de Rebelo de Sousa, l'adoption du « programme alfacinha », une coopération entre les trois partis de la coalition PSD/CDS/PPM, deux conseillers municipaux pour le PPM, trois monarchistes à l'Assemblée municipale et six représentants du PPM dans les conseils d'arrondissements.

Reste, en pointillés, la promesse de députés à l'Assemblée de la République après les élections législatives de 1991.

Pinto Leita, président du PSD pour le district de Lisbonne est

prêt à en garantir deux, le PPM en voudrait au moins quatre et le Premier ministre Cavaco Silva refuse de s'engager, arguant du fait que l'accord électoral PSD/PPM n'est que régional et qu'il ne saurait engager l'avenir de son parti pour les élections - incertaines - de 1991.

Même au PPM les avis sont partagés : Ribeiro Telles et Luis Coimbra étaient hostiles à toute alliance électorale. Ils reconnaissent pourtant que stratégiquement cet accord pourrait à terme se révéler payant. A l'horizon 1992, Marcelo Rebelo de Sousa n'est-il pas donné comme la seule alternative à Cavaco Silva, technocrate sans grand talent politique ? Autre raison de cette alliance : la volonté de participer plus activement à l'amélioration de la vie à Lisbonne. Depuis 1985, au conseil municipal de la ville siégeaient huit élus de droite, huit de gauche et Ribeiro Telles. Mais un accord de trois des socialistes avec la droite avait privé le PPM d'une position arbitrale qu'il veut aujourd'hui retrouver. Pour autant, le PPM reste prudent et il est vraisemblable que ce ne sera pas Ribeiro Telles qui représentera son parti au conseil exécutif de la municipalité.

Car la difficulté pour le PPM est aujourd'hui de répondre à la base quelque peu surprise par cet accord que certains n'hésitent pas à qualifier d'« alliance avec le diable ». Par son combat écologiste, par son souci social, sa défense du patrimoine, le PPM s'était peu à peu attiré les sympathies de la jeunesse « branchée » et des milieux « avant-gardistes ». En cédant aux exigences de la stratégie politique, le PPM ne risque-t-il pas de perdre un peu de son âme ?

Frédéric DELPECH

Est

Drame en Livonie (1)

D'aucuns avec Kissinger proposaient de co-gérer avec Moscou la libéralisation en Pologne et en Hongrie dans une sorte de nouveau Yalta: contrôler, encadrer avant même que les peuples ne s'expriment et n'organisent leur propre voie. Maintenant que la contagion gagne le sein de l'Union soviétique, on se précipite au secours de Gorbatchev. Les éditorialistes les plus sérieux, à Londres ou dans les milieux frottés à la stratégie, pensent déjà à « Comment éviter une autre guerre mondiale », ou « ne pas mourir pour Dantzig » (Gdansk aujourd'hui) ou Memel (2) ! La faute en serait bien entendu aux « facteurs de déstabilisation nationalistes ».

En d'autres termes, quelque justes que soient les revendications, l'on prêche la vertu d'endurance (qui ne manque pourtant pas aux intéressés !), bannissant l'indépendance immédiate, reprouvant l'exclusion des résidents de fraîche date (russes) de la nationalité de ces républiques qui ne sont plus lettonne qu'à 51% ou estonienne qu'à 60% (mais lituanienne à plus de 75%).

En ces termes, l'argument est maladroit, sinon détestable. Si le cas des républiques baltes est exceptionnel pour nous, c'est qu'elles sont les seules de l'URSS auxquelles Moscou ait reconnu dans un traité international l'indépendance: en 1920; c'est en outre qu'elles sont les plus proches de la Communauté européenne, géographiquement par la Baltique et les détroits danois, historiquement de l'Allemagne (il existe une liaison stratégique directe de Riga à la RDA sans passer par la Pologne), sociologiquement de l'Occident (l'Estonie et la Lettonie sont les seules en URSS à recevoir directement des programmes de télévision occiden-

A peine les revendications nationales s'expriment-elles à l'Est qu'aussitôt l'Ouest met en garde, conseille la prudence. Comme si l'on avait peur de la liberté, que le système de Yalta rassurait.



■ Lituanie: manifestation antirusse pour le 50ème anniversaire du pacte germano-soviétique.

taux (de Helsinki), enfin spirituellement avec ses répercussions sur la Russie blanche et l'Ukraine (les uniates évangélisés par les Lituaniens).

Enfin, il faut ne rien connaître à l'histoire de ces contrées pour imaginer un seul instant que l'on puisse refuser aux Baltes ce que l'on permettrait à la Pologne. Rayées ensemble de la carte alors qu'elles ne faisaient qu'un, elles ont été reconstituées parallèlement. Mais leur histoire enseigne encore que Pologne et Lituanie (et Baltes en général) ne vivent que de leur contradiction mutuelle. Il paraît en aller de même encore aujourd'hui.

Qu'on en juge: l'implantation de la capitale de l'empire russe sur une terre balte (Saint-

Petersbourg en Ingrie) symbolisait le choix de Pierre le grand en faveur de l'occidentalisation. Aujourd'hui, l'option des Baltes pour l'indépendance tend à montrer qu'ils ne font pas confiance à la Perestroïka. S'ils veulent faire scission, c'est qu'ils ne jugent pas possible de réformer le système de l'intérieur. Le choix de l'Estonie comme laboratoire de la décentralisation et de l'autonomie économique des républiques ne rencontre que de l'ingratitude parmi ceux qu'on appelle déjà les Soviétiques de l'étranger.

L'argument de l'« Econoïst » de Londres est plus sensé lorsqu'il prévient que la Perestroïka pourrait mourir du durcissement des Baltes et, par

voie de conséquence, l'indépendance balte elle-même, voire l'expérience polonaise. Et d'en tirer la conclusion que les Baltes auraient intérêt à se mouler dans la Perestroïka plutôt que de s'y opposer de front. Le sort de la Perestroïka ne se joue pas dans le Caucase où, comme dans les Balkans, ressurgissent effectivement les vieux antagonismes purement communautaires et religieux, ni en Asie centrale, républiques assistées du tiers-monde. Il se joue en Europe entre les occidentalistes (dont les Baltes, les Russes blancs, l'intelligentsia scientifique russe) et les slavophiles.

La contradiction des attitudes polonaise et balte ne s'explique pas seulement par le fait que les uns sont en dehors de l'empire et les autres dedans. Elle a sa cohérence propre. Les Polonais, tout communisme mis à part, ne nous ont pas demandé de choisir entre Gorby et eux. Un équilibre nouveau peut être trouvé à Varsovie et en Europe centrale si l'URSS continue d'être bien orientée vers l'Occident, ce dont Saint-Petersbourg, sinon Pétersbourg, était le symbole. Une URSS sans les Baltes, sans l'ouverture sur la Baltique, sans le contact des Russes avec le Nord de l'Europe, verrait son centre de gravité repoussé fort à l'Est, au-delà de Moscou, vers la Sibérie et l'Asie centrale.

Bref, nous faudra-t-il un jour choisir entre les Polonais et les Baltes ? C'est le drame de la Livonie, et la complexité de l'Europe orientale.

Yves LA MARCK

(1) D'après le roman de Jules Verne. La Livonie et la Courlande (terre d'exil temporaire du futur Louis XVIII) forment l'actuelle Lettonie.

(2) Port disputé entre la Lituanie et l'Allemagne dans sa partie de Prusse orientale aujourd'hui directement rattachée à Moscou. Memel était à l'Est ce que Dantzig était à l'Ouest de la Prusse orientale.

Alexandre Adler

L'avenir de la perestroïka

● **Royaliste:** En ce qui concerne le régime soviétique, quels points vous paraissent acquis, et quelle évolution peut-on envisager ?

A. Adler: L'acquis, c'est une modification décisive, comparable à celle de 1917, du corps politique. On peut bien sûr envisager des phases de recul, voire l'élimination de Gorbatchev, mais la régression qui avait suivi la chute de Khrouchtchev n'est plus possible. Certes, Brejnev n'était pas Staline, il n'y avait pas de terreur permanente, mais le système politique, les méthodes, l'organisation de l'économie et la culture s'inspiraient très exactement de ce qui se passait avant 1953: c'était une sorte de stalinisme vieillissant, affadi, mais un peu plus solide parce que moins terroriste. Cette régression n'est pas envisageable parce que le processus de réforme ne concerne plus quelques élites mais la population tout entière: parlement élu assez librement, concurrence politique et idéologique, liberté de la presse, liberté religieuse, forte augmentation de la liberté d'entreprendre, liberté de circuler à l'étranger quasi-totale, amorce d'une décolonisation en profondeur de l'Europe de l'Est. L'histoire de la liberté russe n'est pas achevée pour autant, et on peut concevoir qu'une période dictatoriale succède à celle de la libéralisation. Mais cette hypothétique dictature ne serait pas, de toute façon, le régime communiste. Gorbatchev a en effet commencé la sortie du communisme, pour l'URSS et pour toute l'Europe de l'Est.

● **Royaliste:** Cette sortie du communisme est-elle contrôlée, ou peut-on craindre des dérapages conduisant à une situation anarchique ?

A. Adler: Bien sûr, on trouve des situations extrêmes qui renvoient à ces deux opposés. Il y a des sorties totalement maîtrisées; c'est le cas de la politique étran-

gère, de l'organisation du KGB, de la mise en place du système politique alternatif dont je vous parlais. Mais il y a aussi la destruction de la société au Caucase, où Turcs et Arméniens sont au bord de l'affrontement sanglant: sans la présence militaire soviétique, ce serait le Liban.

Entre ces deux extrêmes, il y a tous les états intermédiaires, c'est-à-dire un mélange d'initiatives de la base et de révolution par en haut. Mais il faut se garder de l'idée très répandue selon laquelle la perestroïka est un emballement incontrôlé, dans lequel les masses imposeraient à un pouvoir politique et économique en décomposition des solutions infiniment plus radicales que celles qu'il envisageait. La perestroïka demeure une révolution par en haut, accomplie par l'intelligentsia technique et politique, dont Gorbatchev est devenu le porte-parole organique.

Du coup le président de l'URSS vit dans une ambiguïté permanente avec le Parti communiste. Il ne peut pas dépendre que de lui, car ce serait s'exposer, comme Khrouchtchev, à un retour de bâton. Il ne peut s'en passer, car cela créerait un vide qui serait tôt ou tard comblé par une autre force - par exemple une combinaison de l'armée, des managers et des services secrets. Donc Gorbatchev est sur un sentier très étroit: il promet au Parti qu'il a un avenir (comparable à celui du Parti du Congrès en Inde, c'est-à-dire une force d'unité nationale et d'administration incarnant la continuité de l'Etat) mais il montre au Parti qu'il y a des limites à son action: elle tiennent au fait que Gorbatchev entretient avec le peuple un rapport direct qui est symbolisé au Parlement, où il y a maintenant des groupes distincts du Parti. Ainsi, Gorbatchev présente une «synthèse capétienne», il

fait le pont entre des forces extérieures au Parti et le Parti lui-même.

Sa réponse est ambiguë puisqu'il ne dit pas au Parti qu'il maintiendra son rôle dirigeant, mais il ne lui annonce pas non plus son démantèlement. Il se situe dans un savant entre-deux qui pour l'instant lui donne une marge de manœuvre. C'est pour cela que la solution polonaise porte la signature de Gorbatchev puisqu'il y a autoréduction du Parti et association de Solidarnosc à la gestion de l'empire.

● **Royaliste:** Les problèmes posés par les nationalités peuvent-ils être maîtrisés, ou allons-nous à la catastrophe ?

A. Adler: Ni l'un, ni l'autre. Les catastrophes locales me semblent inévitables et elles se sont déjà produites: pensons aux pogroms qui ont chassé les Arméniens d'Azerbaïdjan. Le délabrement des relations inter-ethniques dans le Sud de l'URSS est visible et les choses ne vont pas s'arranger. Mais ces problèmes, épouvantables pour ceux qui y sont confrontés, peuvent être dominés ou dans le cas le

Ancien élève de l'Ecole Normale Supérieure, Alexandre Adler enseigne l'histoire russe à l'Université de Paris Saint-Denis et collabore à «Libération» pour les affaires soviétiques. Il a bien voulu nous faire part de sa réflexion sur l'évolution décisive que connaissent l'Union soviétique et les pays de l'Est.



troïka

plus pessimiste, simplement gérés ainsi que le fait depuis vingt ans la Grande-Bretagne en Irlande du Nord.

La fédéralisation que veut Gorbatchev pourrait faire naître de nouvelles élites politiques qui joueraient de leur autonomie sans aller jusqu'à la sécession. L'URSS peut naviguer ainsi, sans résultats pleinement satisfaisants jusqu'à ce que les Russes soient mûrs pour laisser à ces régions musulmanes une indépendance totale. Dans ce schéma optimiste, il y a place pour beaucoup de dérapages - je pense notamment aux Azéris. Mais les problèmes posés par les Républiques musulmanes, aussi inquiétants soient-ils, ne sont pas en mesure de faire éclater l'URSS.

En revanche, les Russes ne peuvent pas accepter, pour des raisons stratégiques, l'indépendance réclamée par la majorité des Baltes. Un compromis est cependant possible, qui verrait les Russes reconstituer une frontière économique qui a existé pendant tout le 19^{ème} siècle à l'intérieur de l'empire, et accorder aux provinces baltes une pleine autonomie de gestion dans

la cadre de la souveraineté soviétique. Il faudrait donc que les Baltes renoncent à l'indépendance, mais les plus intelligents d'entre eux ont compris qu'il fallait jouer le jeu de la fédération soviétique, sinon Gorbatchev peut être contraint à la répression, et du fait même des dangers que cette répression impliquerait pour Gorbatchev lui-même ils risquent de se retrouver à terme devant un tout autre interlocuteur.

Qu'il s'agisse des Baltes ou des musulmans, les défis ne sont pas insurmontables. La volonté démocratique des Baltes exclut le terrorisme, et la violence en pays musulman ne peut porter atteinte aux centres vitaux de l'économie et de la société soviétiques. Comme en Pologne, la raison devrait l'emporter. Aussi me paraît-il exagéré de spéculer sur une disparition rapide de Gorbatchev à cause des contradictions nationales. Russes et russisés représentent tout de même une très large majorité: nous ne sommes pas en Autriche-Hongrie...

● **Royaliste:** La raison devrait-elle aussi l'emporter dans les pays de l'Est ?

A. Adler: Oui. Il faut faire la part des accidents de parcours et des crises qui vont être le tissu réel de l'histoire qui se fait, mais l'essentiel a été réalisé avec le compromis polonais. D'un point de vue géo-politique, les Russes et les Polonais sont les deux peuples fondamentaux de la région. Derrière la Pologne, il y a toutes les nations catholiques de l'Europe centrale - Hongrois, Tchèques et Slovaques, Croates et Slovènes. Et toutes les nations orthodoxes du Sud - Bulgares, Roumains, Serbes - se rattachent à la Russie. Si le pont russo-polonais s'affermirait, je pense que l'influence russe se maintiendrait dans toute l'Europe orientale car les compromis ne sont pas très

compliqués à concevoir. En Tchécoslovaquie, la population ne ferait pas de difficultés aux Russes si un Dubcek, ou Dubcek lui-même, revenait au pouvoir et entamait les réformes. De même, la Bulgarie ne s'éloignerait pas beaucoup de l'URSS avec des dirigeants réformateurs. Les Hongrois sont assez satisfaits de ce qui se passe, et la chute de Ceausescu permettrait aux Russes de favoriser un compromis sur la question des minorités hongroises de Transylvanie. L'URSS a donc aujourd'hui des cartes en main, assez même pour attirer à nouveau la Yougoslavie dans sa sphère d'influence.

Je ne vois donc pas l'empire soviétique imploser: c'est d'ailleurs une des raisons de la vigilance à son égard, car ce n'est pas la puissance à genoux que l'on décrit maintenant, après avoir craint de façon tout aussi excessive une agression militaire soviétique. L'URSS est capable de maintenir son hégémonie sur l'Europe orientale, dans la mesure où elle accepte de faire son deuil des partis frères qui n'avaient d'autre politique que celle du couvercle soigneusement vissé.

● **Royaliste:** Reste la question de l'Allemagne de l'Est...

A. Adler: Je l'avais mise de côté car le problème posé est tout différent et très difficile. Les autres pays de l'Est sont des nations à peu près bien définies, auxquelles les citoyens adhèrent. Donc en rapprochant la structure politique des aspirations du peuple, l'URSS a une marge de manœuvre. Mais rapprocher la structure politique de la RDA des aspirations populaires revient à rapprocher le temps de l'unification, comme on le voit clairement aujourd'hui et comme on l'a toujours su. Bien sûr, Gorbatchev n'est pas entièrement mécontent de ce qui arrive à Honecker, qui attaque la perestroïka, censure la presse et brouille la télévision soviétiques - alors que la TV ouest-allemande est dans tous les foyers, ce qui provoque une glasnost bien plus importante qu'en URSS. Cette schizophrénie à peine imaginable signifie que Honecker craint davantage encore une réforme interne au Parti que les images occidentales. Le départ de nombreux jeunes vers l'Allemagne de l'Ouest rend visible la faillite des dirigeants et hâte le moment où Gorbatchev va enfin imposer ses

hommes. Les soviétiques ne sont pas opposés à une évolution de la RDA mais, après la faillite de l'équipe Honecker, il leur faudra une gestion très attentive car la puissance soviétique en Europe tient à sa présence en son centre, à Berlin.

Mais, à Moscou, les partisans d'un arrangement spécial avec l'Allemagne, depuis plus d'un an déjà, ont les mains libres - d'une part pour écarter Honecker, d'autre part pour favoriser la victoire électorale de la social-démocratie ouest-allemande en décembre 1990, en mettant en place d'ici là une réforme profonde en RDA, puis pour engager la discussion avec Bonn. Les soviétiques sont décidés à « vendre » la RDA, au meilleur prix possible, donc sans trop tarder. Tant qu'elle présentera un semblant de cohérence et de prospérité économique, les Russes pourront obtenir des concessions majeures de la RFA. Mais si le pays se délite, Bonn estimera qu'il n'y a rien à négocier. Une direction réformatrice en RDA serait obligée d'abattre le mur de Berlin et, pour réduire les départs, d'augmenter le droit à la parole pour la population et de supprimer le service militaire. Puis elle demandera de constituer une confédération économique avec la RFA: par ce biais, les soviétiques ont bon espoir de démanteler à terme les politiques coordonnées européennes, et notamment celles de la France et de la RFA. Ainsi apparaîtrait un intérêt allemand spécifique, que seuls les Russes peuvent satisfaire et auquel par ailleurs ils apporteraient un certain nombre de restrictions - notamment l'affirmation de la pleine souveraineté de la RDA. Tel est le projet de Gorbatchev. Mais l'Allemagne de l'Est reste le problème le plus difficile à résoudre, celui sur lequel la politique étrangère de Gorbatchev sera jugée à Moscou, comme ont été jugées les tentatives précédentes de Bériia et de Khrouchtchev. C'est aussi cette bombe est-allemande que nous avons sous nos pieds, compte tenu de l'ampleur des engagements de la France avec l'Allemagne et de l'imminence d'une négociation politique qui concerne l'Europe dans son ensemble.

Propos recueillis
par Bertrand RENOUVIN



Bazar

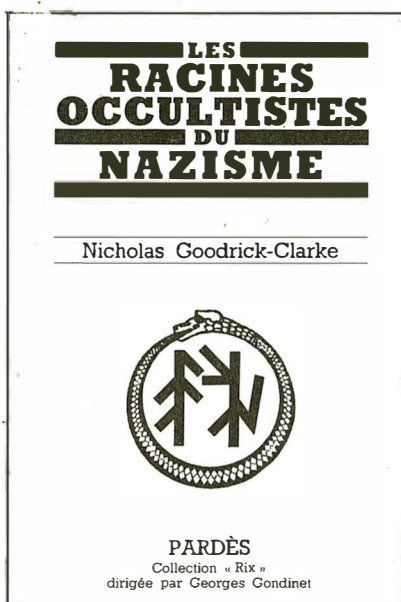
Occultisme
et nazisme

En période de grande incertitude, n'importe quelle vision irrationnelle du monde peut s'imposer, pourvu qu'elle rassure.

On se souvient du succès du « Matin des magiciens ». Dans ce livre, Pauwels et Bergier présentaient les liens unissant les nazis à quelques mystérieuses sociétés secrètes à la puissance colossale. Ce dévoilement d'une histoire cachée avait de quoi séduire le public. Ce n'était pourtant qu'un fatras d'inepties. Dans son livre sur « les racines occultistes du nazisme », Nicolas Goodrick-Clarke règle son compte à toutes ces légendes. Non, il n'y avait pas de Supérieurs Inconnus tapis au fin fond du Tibet et dirigeant les officiels nazis par le truchement de quelques mages initiés. Mais l'occultisme joue un rôle dans le nazisme, parce que l'occultisme participe à l'histoire des idées.

Les chercheurs se laissent trop souvent influencer par leur propre vision de la culture. Ainsi, on voudrait qu'Hitler ait puisé son inspiration dans la théorie du surhomme de Nietzsche ou dans le racisme de Gobineau. Mais rien ne prouve qu'il ait lu ces œuvres. En revanche, on sait que pendant son séjour viennois, il collectionnait avec ferveur les numéros d'« Ostara », une revue très populaire qui véhiculait les fantasmagories racistes et religieuses de quelques mystagogues de pacotille. De là à y voir une des sources principales de son inspiration...

Nicholas Goodrick-Clarke retrace l'histoire de ces sectes pagano-racistes qui se développent d'abord en Autriche et pénètrent progressivement les milieux nationalistes allemands de l'empire des Habsbourg, inquiets de l'influence grandissante des Slaves. Après la



Première Guerre Mondiale, ce « national-occultisme », avec sa vision fantasmagique de l'histoire des peuples, se répand dans une Allemagne en pleine dérive. Il influence directement de nombreux groupes nationalistes dans lesquels le nazisme puisera ses idées et ses premières troupes.

Mais, au-delà de l'influence indirecte d'un certain occultisme sur le parti nazi, ce livre nous montre comment un fatras d'idées abracadabrantes a fini par imprégner toute une société.

En tout temps, la vigilance et la fermeté des hommes de raison s'imposent pour préserver les valeurs essentielles de l'humanité. Leur défaillance, et il se pourrait bien que notre histoire de demain s'esquisse aujourd'hui dans le quelconque cabinet d'un astrologue de bazar.

Patrick PIERRAN.

Nicholas Goodrick-Clarke, *Les racines occultistes du nazisme*, Editions Pardès. 344p. Prix franco: 158 F.

Fantasmes

Le divan
des politiques

Les hommes politiques ne parlent jamais pour ne rien dire. Et les psychanalystes ?

On se souvient que la psychanalyse fut très à la mode pendant la dernière élection présidentielle, et que Gérard Miller, par sa chronique de « Libération », fut le grand interprète des dits et des non-dits des candidats. Ce faisant notre journaliste, qui est aussi et surtout psychanalyste et professeur de sciences politiques, se trouva dans une situation paradoxale: convié à nous faire part de son diagnostic, il devint lui-même symptôme d'une crise réelle ou supposée puisque beaucoup observèrent que la part prise par la psychanalyse révélait la vacuité du débat en cours.

D'où une inquiétude quant au livre récemment publié: et si, victime de son succès, Gérard Miller se contentait de nous amuser par quelques bons mots et en nous livrant les règles d'un petit jeu de société ? Et si ce « Divan des politiques » (1) n'était qu'un de ces essais « brillants et incisifs » qui font sourire mais qu'on oublie sitôt refermés ? Il est vrai qu'on ne s'ennuie pas une seconde en découvrant le rapport entre Raymond Barre et Peter Pan, les raisons de l'obscurité du « parler vrai » rocardien, ou les lapsus de Lajoinie...

Mais on aurait tort de ne retenir que ces observations,

aussi fines et éclairantes soient-elles. Sous l'ironie agréable de la chronique, apparaît un autre livre, grave et difficile, qu'appuie une théorie étrangère aux « explications » déterministes dont le psychanalisme nous accable. Lorsque Gérard Miller s'intéresse à François Mitterrand, ce n'est pas pour percer un secret et pour nous livrer un personnage, mais pour nous dire qu'il n'y a pas de politique sans rapport au temps. L'échec de Jacques Chirac nous rappelle qu'il ne faut pas confondre l'imaginaire et le symbolique, et que l'efficacité publicitaire d'une campagne ne peut rien contre le fantasme - celui auquel Le Pen ne cesse de s'adresser avec un inquiétant succès.

Suffirait-il d'être savant interprète pour comprendre la politique et bien agir en ce domaine ? Contre le pseudo-freudisme, Gérard Miller dit avec Freud qu'il n'y a pas de clef des songes ni de dictionnaire de l'inconscient, donc qu'il n'est pas possible de tout interpréter. Ce n'est pas la moindre vérité de son livre.

B. LA RICHARDAIS

(1) Seuil-Navarin. Prix franco 89 F.
• On aura un avant-goût de ses talents de conteur en écoutant ses interventions régulières sur France-Inter.

la nouvelle action royaliste

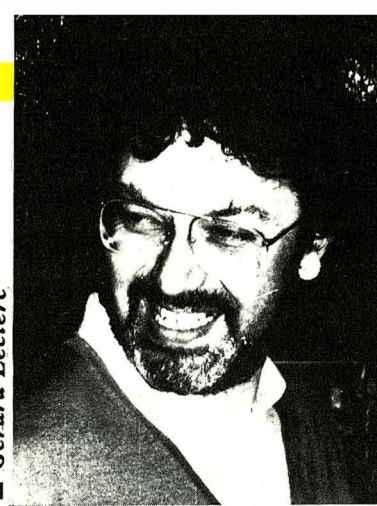
sur minitel

Pour en savoir plus...

36.15 tapez AGIR-NAR

Tadeusz Mazowiecki et le courage politique

Gérard Leclerc



La figure de Tadeusz Mazowiecki est brusquement sortie de l'ombre - du moins pour le plus grand nombre -, au moment où des responsabilités écrasantes tombaient sur ses épaules. Mais le directeur de la revue *Wież* est loin d'être un inconnu en Pologne où, depuis trente ans, il compte parmi les intellectuels catholiques qui ont le plus contribué aux évolutions de fond; celles qui ont abouti à l'étonnante situation d'aujourd'hui. Jean-Marie Domenach qui le connaît depuis plus de trente ans peut lui rendre un bel hommage, prémonitoire - puisqu'il a écrit son texte avant la nomination du Premier ministre - en ce qu'il définit exactement le caractère le plus apte à se saisir du pouvoir: «la réflexion est essentiellement politique en ce qu'elle cherche les bases d'une action commune, ou plutôt pour reprendre son expression, d'une dynamique commune aux forces qui se battent pour le droit et la liberté. En effet, comme toujours, il y a les extrémistes et les modérés, les radicaux et les conciliateurs; Mazowiecki s'établit au niveau où les uns et les autres peuvent se retrouver. Il n'est pas l'homme du compromis, mais de la sagesse».

Domenach écrit cela dans une préface à un recueil d'articles de Mazowiecki traduits en français. Ces textes dont certains datent d'une vingtaine d'années constituent autant de points de repère d'une pensée confrontée à des questions qui - au-delà de leurs implications polonaises - ont une ampleur européenne, voire universelle. Qu'il s'agisse de l'épreuve du nazisme, des droits de l'homme, de l'antisémitisme, du débat du christianisme et de la modernité, il n'est pas un des souci majeurs de l'intellectuel polonais qui soit étranger à ses frères d'ailleurs. Pourtant, ce Polonais est bien conscient de sa particularité historique, à laquelle l'inspiration romantique d'un Mickiewicz continue de donner sa tonalité mystique et même messianique.

Comment oublierait-il cette longue lutte, qui n'a d'ailleurs pas pris fin, pour l'indépendance nationale, l'unité et la défense de la culture dans un combat multiséculaire contre des voisins puissants et voraces ? Chaque nation a vécu de façon spécifique l'épreuve qui l'amène à la conscience de soi, la Réforme en Allemagne, la Révolution en France, les quatre partages en Pologne. La singularité d'une histoire n'abolit pas l'universalité. Elle constitue «une version de la vérité universelle du destin de l'homme, un composant, voire comme l'autre face d'une culture européenne commune, qui conserve sa dimension spirituelle pour autant qu'elle voie dans les expériences des peuples et de l'homme, ce qui est valeur de l'homme tout simplement».

Ce qui m'a beaucoup intéressé dans ce livre, c'est justement la façon dont la singularité polonaise se saisit des questions générales. Mazowiecki à bien des égards est un intellectuel européen, dont le catholicisme sous-entend l'ouverture la plus large. L'influence sur lui de Jacques Maritain et d'Emmanuel Mounier semble originelle, mais elle ne trace pas de limites définitives à une pensée qui ne cesse de se confronter à de nouveaux interlocuteurs et aux exigences les plus aiguës du moment. A certains égards, on pourrait classer le directeur de «*Wież*» dans la catégorie des chrétiens de gauche, ceux qui ont vécu dans la douleur l'expérience d'un Bonhoeffer avec le dénuement de la foi jusqu'au paradoxe le plus absolu. Ceux qui ont attendu de Jean XXIII et du Concile une nouvelle Eglise dans une acception assez radicale.

Mais dans un autre sens, c'est tout à fait faux. La spécificité polonaise de l'intellectuel catholique le rend profondément dif-

férent de ce qu'en France on appelle progressiste. Lorsque son compatriote Czeslaw Milosz s'attaque au concile, il se récrie en expliquant ce qu'il fut pour lui, «le témoignage de l'Eglise dans ce qu'elle proclamait elle-même, le primat de la foi sur l'institution». Et pourtant, il ne peut lui donner complètement tort, non sur Vatican II lui-même, mais quant à certaines déviations théologiques. C'est qu'il y a un catholicisme - au-delà même d'une polonité suspecte à Milosz - qui ne peut être touché dans son essence et son intégrité: «Je crois, affirme le même Milosz, que le catholicisme en Pologne, même si le nombre des fidèles devait en diminuer, sera le terrain ou tout au moins la toile de fond de toute entreprise intellectuelle».

Avec le philosophe Leszek Kolakowski, l'épreuve est encore plus décisive. Venu du marxisme et d'un athéisme agressif, il a fini par faire de l'interrogation religieuse l'objet direct de sa réflexion, s'approchant à mesure d'un catholicisme auquel il n'adhère pas malgré tout. Renversement des rôles: c'est l'ancien athée qui est impitoyable avec les dérives d'un christianisme prenant la couleur de son environnement. Mais comment le catholique fervent pourrait-il récuser sur ce point l'ancien adversaire ? D'autant que pour Kolakowski c'est le refus du totalitarisme qui l'a rapproché du catholicisme origine et garant de notre culture.

Voilà qui permet de comprendre une certaine approche de la politique. L'étude de Mazowiecki sur l'antisémitisme des braves gens a retrouvé quelque actualité ces dernières semaines. Elle montre la lucidité des intellectuels catholiques quant à un mal dont ils connaissent les racines et la nature. C'est déjà Kolakowski qui expliquait: «Dans sa mission principale, de provocation sociale, l'antisémitisme doit créer un symbole universel du mal qui demande ensuite à se lier dans les esprits avec les phénomènes qu'il faut combattre dans la politique, la culture, la science. Il faut faire de la judéité une injure dont on stigmatisera tout ce qui doit être anéanti, il faut en faire le véhicule d'un mal non déterminé, mais du mal général, un symbole abstrait négatif, qu'on puisse mettre en relation avec n'importe quelle situation si le besoin se fait sentir de présenter au monde une situation qui soit négative».

Sur ce point comme sur tous les aspects de la politique polonaise, il serait d'ailleurs vain de créer des oppositions artificielles à l'intérieur de la mouvance de Solldarnosc. Dernièrement, «Libération», mettait l'accent sur la prédominance des catholiques dans le nouveau gouvernement au détriment des laïques libéraux. Le rôle important d'un Kuron s'inscrit contre cette interprétation. Mais surtout il est vain d'opposer des hommes qui travaillent depuis longtemps ensemble et sont attachés à une conception commune des valeurs et des objectifs. Entre Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, il est trop évident que l'accord est profond, au-delà de leurs sensibilités propres. La façon dont le premier a réagi à certaines outrances récentes à l'encontre du peuple polonais, de même que la réaction d'un Adam Michnik sont significatives du dialogue interpolonais et d'un consensus qu'il sera difficile de briser. Du moins il faut le souhaiter aussi pour l'avenir de l'Europe toute entière.

Gérard LECLERC

Tadeusz Mazowiecki, *Un autre visage de l'Europe*, Editions Noir sur Blanc.

Retour

Mouron rouge

C'était il y a un certain nombre d'années déjà. Au fond d'un placard, j'avais découvert quelques petits volumes de la charmante bibliothèque Nelson. Sur la couverture de papier qui les recouvrait, des scènes de la Révolution. Un nom d'auteur assez étrange: Baronne Orczy. Et toujours le même héros: le Mouron Rouge.

Sir Percy Blakeney, alias le Mouron Rouge, est un de ces héros intrépides, généreux et séduisants qui peuplent la littérature populaire. Mi-chevalier, mi-espion, le jeune aristocrate britannique abandonne sa vie facile, franchit le Channel et vient mettre son élégance et sa ruse au service des malheureux Français victimes de la Terreur. Bien sûr, et nous le regrettons, il n'a pas réussi à sauver le Roi. Cela, l'Histoire nous l'a appris. Mais combien de jolies jeunes femmes ont échappé à l'ignoble couperet de la guillotine grâce au courage et à l'intelligence de ce gentleman-farmer un peu espiègle ! Et comme il est plaisant de voir ridiculiser le sinistre Chauvelin, ce chef de la police politique de Robespierre qui ne dort plus d'entendre le rire du Mouron Rouge !

Les exploits du Mouron Rouge constituent une suite de romans, écrits au début du siècle, au rythme enlevé et riches en rebondissements de toute sorte. Les Presses de la Cité ont eu la bonne idée de les rééditer en un seul volume. Pour les enfants... et les grands enfants.

P.P.

Baronne Orczy, «Le mouron Rouge», Réédition des neuf titres parus, en un seul volume. Préface de Jean-Claude Zylberstein. Ed. Presses de la Cité - 1989, 1 40 p. - Pri franco 138 F.

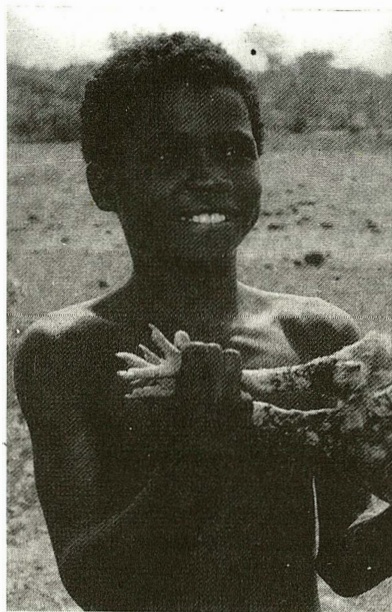
Yaaba

Retour aux sources

Contrairement à ce que pourrait faire croire une campagne publicitaire menée tambour battant depuis le mois de juillet, et relayée par une campagne de presse non moins efficace, il n'y a pas que «Batman» qui compte en cette rentrée cinématographique.

Un film risque de passer inaperçu qui, s'il ne met en scène aucun acteur vedette, ni ne repose sur aucun super-héros mythologique américain, n'en demeure pas moins une révélation. «Yaaba» (gand-mère), en est le titre et Idrissa Ouedraogo, cinéaste du Burkina Fasso, le réalisateur.

L'action se déroule dans un petit village du Sahel où habite Sana, une vieille femme rendue responsable de tout ce qui ne va pas dans le village. Quand le grenier brûle ou lorsqu'un enfant est atteint du tétanos c'est de sa faute, il devient alors urgent de l'exclure pour calmer le courroux des dieux. Il s'agit d'un banal cas de bouc émissaire. Seulement, les choses se gâtent quand Bila, le jeune héros du film, refuse de jouer le jeu et témoigne de l'innocence de la sorcière car, du même coup, les mécanismes de bouc-émissarisation ne peuvent plus fonctionner. Le film n'est pas dépourvu d'intérêt. Le sujet d'abord, nous venons de le voir, qui tient dans la réhabilitation de la vieille Sana et la mise à nu des mécanismes de désignation du bouc-émissaire. La mise en scène, ensuite, rendue réaliste par un filmage lent, adapté au rythme de vie des villageois, et une lumière qui a su garder au désert sa spécificité. Le jeu des acteurs non-professionnels enfin, d'un naturalisme qui n'est pas sans rappeler la naïveté des premiers films des frères Lumière ou des premiers westerns américains, dans lesquels les acteurs donnaient l'impression de s'appliquer pour rendre crédible leur personnage. Cette



comparaison est d'autant plus pertinente qu'à l'instar des premiers acteurs, la plupart d'entre eux n'avaient jamais vu de caméra.

Cependant, il est faux d'affirmer comme n'hésitent pas à le faire certains critiques que la beauté du film de Ouedraogo réside essentiellement dans son innocence cinématographique. C'est faire fi du fait que le cinéaste a étudié à l'IDHEC et que certains plans semblent s'inspirer de Bresson ou du cinéaste japonais Ozu Yasuhiro. Par ailleurs, s'il fait oeuvre d'ethnologue en filmant le plus simplement du monde la vie dans ce village, sa mise en cause du bouc-émissaire révèle un passage par l'Occident et une prise en compte de certaines de ses valeurs qu'il est stupide de nier au nom d'une prétendue innocence originelle.

Nicolas PALUMBO

Bernanos

Georges Bernanos. Plus de quarante ans après sa mort, son oeuvre et son nom, continuent de rassembler des fidélités et d'éveiller de nouveaux disciples. Dans le souci d'accroître encore son influence et de faire mieux connaître son oeuvre une «Association internationale des amis de Georges Bernanos» vient de voir le jour.

Présidée par son fils, Jean-Loup et sous l'égide d'un comité d'honneur rassemblant des noms prestigieux, elle s'est fixé des objectifs ambitieux. Mais pour les bernanosiens, rien d'impossible ! Comme le rappelle Jean-Loup Bernanos : «Etre bernanosien, c'est s'engager à fond; ceux que Bernanos appelle à le rejoindre ne feront pas seulement un bout de route avec lui. Il y a un certain honneur de vivre auquel on est contraint pour toujours une fois qu'on y est entré».

Un voyage littéraire, «L'Artois de Georges Bernanos» (organisé par l'association «Lire et Partir»), les 21 et 22 octobre prochains sera l'une des premières manifestations de l'Association.

Signalons encore aux bernanosiens qu'est paru, l'année dernière, un superbe album de photos et qu'une nouvelle édition de la biographie que lui avait consacrée Max Milner est sortie.

Y.A.

- Association internationale des Amis de Georges Bernanos - 30, rue des Dames, 75017 Paris.

- Association «Lire et Partir» - 19, rue Coysevox, 75018 Paris (Tel.: (1)42.63.35.00.

- «Bernanos» album photographique - Ed. Plon 1988, 176 p. - Prix franco 230 F.

- Max Milner - «Bernanos» - Ed. Séguier 1989, 390 p. - Prix franco 165 F.

AFFICHES

Lire «Royaliste» c'est bien ... l'aider, c'est encore mieux !

Mercredis de la N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

Mercredi 11 Octobre - Professeur agrégé de sciences politiques, **Raphaël Draï** est également l'un des analystes les plus réputés du récit biblique. Ses deux ouvrages «La sortie d'Egypte» et «La traversée du désert» ont publiquement confirmé cette réputation et l'ont fait connaître du grand public. Spécialement à notre intention il a intitulé son exposé : **«Fonction de la royauté dans les textes bibliques»**.

Mercredi 18 Octobre - Les politiciens donnent parfois un triste spectacle et les biographies des grands ténors qui tiennent le devant de la scène amènent souvent à penser que, chez eux, la passion du politique est morte. Mais est-ce vrai pour l'ensemble du personnel politique ? En nous brossant les portraits de ceux qu'ils appellent **«Les cadets de la République»**, **Jean-Marie Colombani** et **Jean-Yves Lhomet** nous dévoilent des personnages moins connus dont l'émergence va peut-être modifier le paysage partisan. Les deux auteurs sont chroniqueurs politiques au «Monde».

Nos lecteurs n'en sont peut-être pas toujours très conscients, mais la rédaction, la fabrication et le diffusion d'un journal comme le nôtre représentent, à chaque numéro un véritable tour de force.

«**M**ais comment faites-vous donc ?» Cette question nous est souvent posée par tous ceux qui, à un titre ou à un autre, ont eu à s'occuper de la parution d'un journal aux moyens financiers réduits et connaissent les difficultés d'une telle entreprise.

Notre réponse est toujours la même: c'est grâce à nos lecteurs, à la somme de dévouements que suscite la N.A.R. que, depuis près de vingt ans, nous «sortons» tous les quinze jours avec une régularité exemplaire.

Grâce à nos lecteurs certes, mais il n'est peut-être pas inutile de rappeler, de temps à autre, comment ils peuvent concrètement nous aider dans cette aventure ...

Tout d'abord **en contribuant à la rédaction** de «Royaliste». Outre la petite équipe de base dont la signature revient dans presque chaque numéro, notre journal est rédigé, pour une grande part, par des collaborateurs (près d'une quarantaine)

plus ou moins réguliers. Nous sommes tout prêts à accueillir votre contribution dans nos colonnes que ce soit sous forme d'articles, ou de réactions que nous publierons dans notre rubrique «Les lecteurs ont la parole».

Ensuite -et il s'agit là d'un problème vital- **en nous aidant à faire connaître** «Royaliste». Soit grâce aux moyens de propagande que nous mettons à votre disposition (autocollants et affiches), soit en nous demandant de recevoir chaque quinzaine des exemplaires du journal pour les diffuser autour de vous, soit en souscrivant des abonnements d'essai pour des personnes de votre connaissance.

Vous trouverez ci-contre les renseignements pratiques pour utiliser ces diverses possibilités, mais ce qu'il est important de retenir c'est que nous avons besoin de votre aide.

Yvan AUMONT

AUTOCOLLANTS

De format 5x10 cm, imprimés en noir sur fond jaune ils constituent un moyen de propagande efficace et facile d'utilisation.

Tarif (prix franco): 50 ex.: 20 F - 100 ex.: 34 F - 200 ex.: 53 F - 300 ex.: 76 F - 500 ex.: 106 F.

ABONNEMENTS INVENDUS

Ils vous permettent de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité d'exemplaires du numéro précédent du journal pour les diffuser autour de vous.

Tarif pour six mois: pour 5 ex.: 71 F - pour 10 ex.: 136 F.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par «Royaliste». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle **sans engagement de votre part**. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure «Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ?» et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

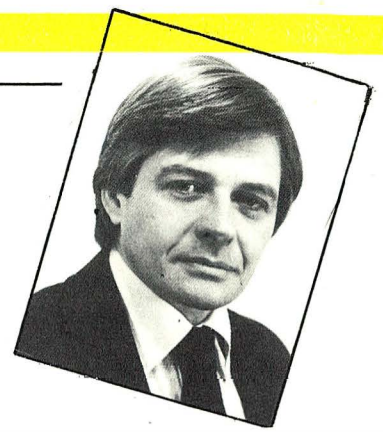
Adresse :

.....

.....

désire bénéficier **sans engagement de ma part** de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à:

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Face à l'antisémitisme

Face à l'antisémitisme, l'indignation ne suffit pas. Depuis que M. Le Pen lâche son venin - d'abord le « détail », puis le jeu de mots sur Michel Durafour, et maintenant la dénonciation de « l'internationale juive » - des milliers d'articles réprobateurs ont été écrits, sans que le Front National en soit sérieusement affecté.

Face à l'antisémitisme, la bonne conscience n'est pas de mise. Nous ne saurions oublier que l'Eglise catholique et la plupart des familles politiques de notre pays, la nôtre singulièrement, ont participé à ce délire. Et s'il est vrai que les responsables politiques et les autorités spirituelles sont aujourd'hui d'une vigilance exemplaire, nul ne peut être certain de ne pas compter, parmi ses fidèles ou ses électeurs, quelques uns de ces millions de Français (21% en 1988) qui estiment que « les juifs ont trop de pouvoir en France ».

L'inquiétant est que cet antisémitisme, naguère larvé et honteux, prend à nouveau une forme idéologico-politique, certes grossière mais efficace puisqu'elle donne au fantasme une apparente cohérence intellectuelle et une expression publique. M. Autant-Lara est déjà en retard sur son temps, lorsqu'il égrène ses ignominies: après les « lapsus » et les « plaisanteries », voici que s'instruit à nouveau le procès des juifs, à partir de thèses qui mêlent le racisme de la Nouvelle droite, le révisionnisme négateur du génocide et le vieil antisémitisme maurrassien.

FAUTES

Que ce semblant de doctrine soit faux et pervers ne l'empêchera pas, l'histoire de notre siècle l'atteste, d'exercer une séduction dangereuse et croissante. L'attrait de la thèse antisémite, c'est qu'elle est simple à comprendre et facile à appliquer: dans notre monde complexe, secoué de crises difficiles à analyser, voici que l'on désigne un responsable tout proche, une cause unique qui prend la forme d'un complot à la fois redoutable et rassurant puisque le cosmopolitisme qui menacerait notre identité est par définition le fait d'étrangers...

Pendant quarante ans, ceux qui tenaient de tels raisonnements furent regardés comme fous, ou dénoncés comme criminels en puissance. Mais quand un politicien drapé de tricolore et un primat de Pologne en viennent à dénoncer publiquement l'influence juive, nul ne peut s'étonner que l'antisémitisme retrouve un large crédit dans l'opinion.

Face à cette menace, il n'est plus temps de rechercher des adjectifs pour qualifier l'inqualifiable, de démontrer à soi-même et à ses amis sa parfaite rigueur politique et morale, ou de se rassurer en affirmant que l'antisémitisme isole celui qui le professe. Avec plus de 14% des voix à la dernière élection présidentielle, M. Le Pen se trouve dans un curieux isolement... Dans la résistance au Front national, trop de fautes ont été commises, par suffisance intellectuelle, par méconnaissance de l'adversaire, par désir d'en faire et d'en dire plus que les autres. Il faudrait cesser de mettre en scène le scandaleux pour mieux faire valoir ses bons sentiments, ou par simple goût du spectaculaire: ce ne sont pas les provocations - celle du magazine « Globe » notamment - qui feront reculer l'antisémitisme. Il faudrait éviter les règlements de comptes qui réjouissent l'adversaire. Comment Jean-Marie Domenach peut-il reprocher à certains juifs de « toucher les dividendes d'Auschwitz » en omettant de dire que, si dividendes il y a, d'autres que « certains juifs », en ont largement profité. Il faudrait renoncer aux actions violentes: celles qui ont visé M. Le Pen n'ont fait que le conforter, et la récente agression contre M. Faurisson aura le même effet. Il faudrait admettre enfin que la dénonciation de l'antisémitisme ne doit pas s'adresser à ceux qui sont déjà convaincus de sa nocive absurdité mais aux autres, qui risquent d'y succomber.

SYMBOLE

Plutôt que d'accabler les plus fragiles de discours moralisateurs, il faut partiellement faire valoir quelques raisons simples:

- La thèse du « complot juif » ne tient pas debout puisque tout groupe politique ou religieux, soigneusement isolé et accusé d'intentions mauvaises, peut

être réputé comploteur tant il est vrai que les catholiques et les protestants, les trotskistes et les royalistes sont, comme les juifs, « partout ».

- Il n'y a pas de distinction qui tienne entre la dénonciation d'un groupe de pression juif (« antisémitisme d'Etat ») et le racisme: la méthode de discrimination est identique dans les deux cas, et le discours d'exclusion prononcé à l'encontre d'une communauté la désigne inmanquablement à la persécution.

- la tradition juive ne peut être en aucune manière une menace pour l'identité nationale et pour la civilisation occidentale puisque cette tradition est, historiquement, fondatrice de nos croyances et de nos valeurs essentielles. En outre, il n'est pas difficile de montrer la part éminente prise par cette tradition dans la pensée et dans le rayonnement culturel de l'Europe - en France, en Allemagne, en Autriche singulièrement.

- Se prétendre antisémite par traditionalisme est une imposture absolue puisque le peuple juif est, plus que tout autre, celui de la tradition, de la mémoire vivante, de la fidélité à la parole divine. Par une perversion dont ils sont coutumiers, les antisémites nient les valeurs dont ils se disent abusivement détenteurs.

Il est possible et nécessaire de résister à la propagande antisémite par une argumentation raisonnée, puisée aux meilleures sources. Nous l'avons fait et nous continuerons de le faire, mais sans jamais oublier que nous avons d'abord à dissiper un fantasme. « Le symbolique a cette fonction pacificatrice de tenir l'abomination en lisière » écrit Gérard Miller dans un livre récent. Là est en effet le point décisif. Or le plus inquiétant, ces derniers mois, était de voir le nom et le lieu d'Auschwitz devenir l'enjeu d'un conflit religieux, récupéré et exploité par les extrémistes du Front national et de « Présent ». Il est heureux que Jean-Paul II ait décidé de mettre fin à cette discorde, en entérinant les accords sur le déplacement du Carmel. L'abominable, qui s'exprimait avec une violence croissante, est à nouveau tenu en lisière. En lisière seulement.

Bertrand RENOUVIN